



THÉMATIQUE : CAUTION VOYAGE ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Date : Juin 2026

Catégorie d'établissement : EPSCP

Classement sur DOCAD ou Ulysse :

Opérations de dépenses / Remboursements au personnel / Frais de déplacement

I - PRÉSENTATION DE LA DEMANDE D'EXPERTISE

Dans le cadre d'une mission d'un agent de nationalité étrangère vers les Etats-Unis, il lui est demandé de verser une caution¹ avant la délivrance du visa. La somme doit être payée par carte bancaire sur le site internet du Trésor américain. Cette caution sera remboursée lorsque le voyageur aura prouvé son retour dans les délais prévus.

Comment l'établissement peut-il prendre en charge cette dépense ?

II – RÉPONSE

A) Sur la légalité de la dépense

Les frais occasionnés par un déplacement temporaire relèvent du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat :

Son article 3 indique que « *Lorsque l'agent se déplace pour les besoins du service à l'occasion d'une mission, d'une tournée ou d'un intérim, il peut prétendre :*

-à la prise en charge de ses frais de transport ;

-à des indemnités de mission qui ouvrent droit, cumulativement ou séparément, selon les cas, au remboursement forfaitaire des frais supplémentaires de repas, au remboursement forfaitaire des frais et taxes d'hébergement et, pour l'étranger et l'outre-mer, des frais divers directement liés au déplacement temporaire de l'agent. »

Le Guide des frais de déplacements temporaires des personnels civils de l'État de la DGAFP précise notamment que « Pour l'outre-mer et l'étranger, les frais divers directement liés au déplacement de l'agent peuvent être pris en charge séparément lorsqu'ils ne sont pas rattachables à l'une des indemnités prévues au titre des frais de transport et des frais de repas, s'ils sont nécessaires pour l'accomplissement de la mission ». La DGAFP illustre notamment ces « frais divers » avec la prise en charge des frais de visas.

On peut donc considérer que cette dépense peut être prise en charge par l'établissement, sous certaines conditions.

1 50 nationalités concernées, caution de 5 000 \$ à 15 000 \$

Tout d'abord, **l'établissement ne pourra s'acquitter directement de la caution exigée par le Trésor américain**. En effet, l'Arrêté du 24 décembre 2012 qui établit la liste des moyens de règlement et d'encaissement des dépenses et des recettes publiques est incompatible avec les modes de paiement exigés par le Trésor américain qui ne prévoit que la carte bancaire ou un paiement via la plateforme PayPal. Ce dernier mode de règlement n'est pas prévu par l'arrêté précité et l'utilisation de la carte bancaire détenue par l'agent comptable ne sera pas possible eu égard à l'article 3 qui limite, par dérogation à la règle du paiement par virement bancaire des dépenses de plus de 300 €, le paiement par carte bancaire à 5 000 € par opération. De plus, un paiement en devise étrangère doit exclusivement se réaliser via l'application EVE par virement, ce qui est donc incompatible avec les moyens de paiement demandés par le gouvernement américain.

La solution que peut donc retenir l'établissement pour prendre en charge cette caution doit prendre la forme d'un « prêt » consenti à l'agent qui s'acquittera de la caution avec ses propres moyens de paiement. Ce faisant l'agent comptable devra être vigilant quant à la présence des pièces justificatives suivantes :

- Décision/courriel transmis à l'agent en mission par le gouvernement américain indiquant le montant du cautionnement.
- Existence d'un acte administratif (délibération ou contrat) émis par l'ordonnateur, fixant les conditions de recouvrement de la somme prêtée pour couvrir le cautionnement.

B) Sur l'imputation comptable

Puisqu'il s'agit d'un versement temporaire de fonds acquitté par une personne physique nominativement désignée, le service financier rendu par l'établissement à son agent ne peut relever que d'un prêt.

Les enregistrements comptables seront les suivants :

Attribution du prêt par l'organisme

Débit 2743 Prêts au personnel

Crédit 423 Prêts consentis au personnel

Versement du prêt par l'organisme au personnel

Débit 423 Prêts consentis au personnel

Crédit compte de disponibilités

Remboursement du prêt par le personnel

Débit compte de classe 5

Crédit 2743 Prêts au personnel

La créance que détient l'établissement sur l'agent en mission ne saurait être conditionnée au remboursement par les autorités américaines des sommes initialement versées.